48e ANNÉE. — N° 16,749

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Gironde et limitrophes	8 50	16 f.	30 f.
France et Colonies...	9 »	17 f.	32 f.
Etranger.....	10 »	20 f.	40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro — LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE — Le numéro 10 c.

SAMEDI 11 MAI 1918
SAINT MAMERT
SOLEIL: lever 5 h. 41; couch. 7 h. 17
LUNE: P. Q. le 17; pleine le 25

Contre la Taxe de Luxe

On n'a jamais trouvé dans nos colonnes d'opposition aux impôts et taxes réclamés par le Trésor de la Défense nationale. Si nous avons déploré, avec tous nos confrères, la précipitation avec laquelle certaines mesures ont été prises, et par suite leur incohérence, les faits nous ont donné raison : décrets et règlements ont souvent dû être retirés ou modifiés.

Tel sera, croyons-nous, le sort de la taxe de luxe contre laquelle les commerçants et les ouvriers s'élèvent dans la plupart de nos grandes villes. Leur protestation a pris une forme concrète dans la proposition de loi déposée par M. Charles Leboucq, député de la Seine, et tendant à la suppression pure et simple de la taxe de luxe.

Il ne s'agit pas de prêter une oreille complaisante aux réclamations toujours vives de certains intérêts particuliers. Le salut du pays est la suprême loi de finances; nul sacrifice ne doit nous coûter pour lui. Mais il ne faut pas que l'incidence maladroite ou mal calculée d'une forme d'impôt menace des commerces et des industries qui sont une des principales sources de richesse du pays. Perdre des milliards pour gagner quelques centaines de millions, ce serait une coûteuse calinotade.

La tâche des gouvernants chargés de remplir les caisses de l'Etat sans risquer d'ouvrir en même temps sur leurs flancs quelque fissure, n'est pas commode. Et M. Leboucq, en demandant la suppression de la loi sur la taxe, ne s'abuse pas sur les résistances qu'il trouvera en haut lieu. On prétend prendre sur le luxe, c'est-à-dire sur le superflu, en principe. Et au premier abord le geste paraît heureux et logique.

« Quand on réfléchit, ajoute le député de la Seine, le jeu est dangereux. Il ne sert que les intérêts étrangers; il menace nos plus belles industries, nos commerces les plus fructueux, et, comme une industrie est une armature faite autant d'ouvriers que de patrons, c'est le petit qui, en dernière analyse, doit souffrir de l'entrave que nous imposons au développement patronal.

» Reconnaissons-le sincèrement : la taxe n'atteindra pas le luxe. Notre loi se prête à toutes les fraudes et ainsi doit être vaine. Bien pis, elle serait néfaste, car elle causerait l'exode de la clientèle riche qui fait vivre le commerce et qui était si avide jusqu'ici de ce qui est le monopole de la production française : l'article élégant, soigné, chef-d'œuvre de goût et d'ingéniosité.

» Sur ce point, toutes les Chambres syndicales sont d'accord : nous n'avons pas le droit de dédaigner leurs observations autorisées en nous arrêtant dans une erreur qui serait funeste, tant au point de vue fiscal qu'au point de vue économique. »

Nous avons donné ici il y a quelques jours, sur la taxe de luxe, le sentiment d'un Russe éminent, représentant de grandes firmes industrielles françaises, qui connaît à fond l'Europe et la clientèle française. Il nous dénonçait la taxe de luxe comme un danger très pressant et très coûteux pour nous, pays d'industrie de luxe. L'exode de la clientèle riche ne faisait pas doute, pour notre ami; on voit que son opinion est confirmée par les Chambres syndicales de patrons et d'ouvriers.

De l'enquête entreprise par nos confrères parisiens dans les milieux les plus divers, il ressort que la taxe est « meurtrière ». C'est une prime à la camelote. En étouffant précisément les industries de caractère français, c'est-à-dire artistique, elle favorise la concurrence étrangère qui nous guette sur ce terrain où nous étions naguère les maîtres indiscutés.

La taxe a été saluée au delà du Rhin avec joie; c'est une petite victoire économique que nos adversaires s'apprêtaient à exploiter. Il est temps encore, par une contre-attaque décisive, de « rétablir nos positions ».

Si l'opinion est unanime contre la taxe dans le monde de notre commerce, en revanche on ne se dissimule pas la nécessité de remplacer le produit de la taxe par d'autres ressources : une taxe sur le chiffre d'affaires, par exemple, ou bien un droit de 1 ½ % sur toutes les transactions au-dessus de 10 francs. Nul ne se refuse à payer. Chacun entend prendre sa part des charges sacrées. On demande simplement à nos gouvernants d'avoir le sentiment des réalités, de se mettre en présence des faits, et de ne pas provoquer l'évasion de la clientèle qui fait la richesse de la France et la sûreté de son crédit.

C'est une opération fiscale à exécuter avec du doigté. Comme pour les opérations chirurgicales, il faut agir : « tuto, cito et jucunde »; c'est-à-dire, sûrement, rapidement et avec agrément.

Paul BERTHELOT.

En Argentine

DEPART DE L'INDESIRABLE LUXBOURG

Buenos-Ayres, 10 mai. — L'ex-ministre allemand expulsé, le comte Luxbourg, accompagné par la police, s'est embarqué hier au port de San-Fernando, près de Buenos-Ayres, à bord du torpilleur argentin « Lemanuel », qui l'a conduit à bord du vapeur « Suecia ».

Le comte de Luxbourg quitte définitivement le pays; les journaux s'en réjouissent.

Accord franco-turc pour le rapatriement des civils

Paris, 9 mai. — Un accord vient d'être signé entre les gouvernements français et ottoman pour le rapatriement des civils français et ottomans.

Un « motu proprio » du pape

Rome, 9 mai. — Un « motu proprio » du pape prescrit que le 29 juin, jour de la fête des saints Pierre et Paul, partout, la messe soit célébrée dans l'intention que la société humaine puisse de nouveau jouir de la concorde et de la tranquillité et en demandant à la bonté divine la chose la plus désirée, à savoir que l'on obtienne que la paix et la justice se donnent un baiser. « Justitia et pax oscula dabent ».

L'affaire du « Bonnet Rouge »

Paris, 10 mai. — M. Faralicq, commissaire aux délégations judiciaires, est rentré hier de Suisse.

Mme Amherd lui a déclaré que Duval avait déposé son argent chez elle à la fin de 1915 ou au commencement de 1916. L'hôtelière ne se rendra pas à la convocation qu'elle a reçue. Après avoir consulté son avocat, elle a déclaré estimer que sa déposition devait suffire.

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

Redressement anglo-français EN FLANDRE

Un important Succès français à Grivesnes

COMMUNIQUES ANGLAIS

Du 9 Mai (après-midi)

Hier soir, dans le secteur de La CLYTTE-WOORMEZEELE, les contre-attaques heureuses déclenchées par les troupes britanniques et françaises ont réussi à repousser l'ennemi des positions de notre première ligne dans lesquelles il avait pénétré dans la matinée.

Notre ancienne ligne a été rétablie; nous avons fait quelques prisonniers.

Ce matin, l'ennemi nous a attaqués au nord de KEMMEL; il est parvenu à avancer légèrement sur un point, où la lutte continue.

Deux divisions allemandes ont pris part à l'attaque d'hier matin. Au cours de cette action et pendant les contre-attaques qui l'ont suivie, le feu de notre artillerie et de notre infanterie ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi.

Des combats locaux autour de BUCQUOY nous ont permis de faire trente prisonniers.

Pendant la nuit, entre la SOMME et l'ANCRE, nous avons réalisé des progrès, et tout en améliorant nos positions dans ce secteur, nous avons fait quelques prisonniers.

Aux environs de LENS et de MERRIS, des attaques ennemies ont été repoussées.

L'artillerie allemande s'est montrée très active pendant la nuit dans le secteur d'ALBERT.

Du 9 Mai (soir)

Ce matin, en fin de bataille, dans le secteur LA CLYTTE-WORMEZEELE, les positions françaises et anglaises ont été complètement rétablies.

A la suite de l'activité de son artillerie, déjà signalée, l'ennemi a lancé de bonne heure ce matin deux attaques dans les environs d'ALBERT et BOUZINCOURT.

A ce dernier point l'attaque ennemie a été brisée par le feu de notre infanterie et de nos mitrailleuses et n'a pu arriver jusqu'à nos tranchées. Les troupes ennemies, après avoir subi de lourdes pertes sous notre feu à Albert, ont pu prendre pied dans nos positions avancées sur un front d'environ 150 yards (137 mètres).

En dehors de l'activité réciproque de l'artillerie en différents secteurs, rien à signaler sur le reste du front britannique.

Bouzincourt se trouve à 4 kilomètres au nord-ouest d'Albert.

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

Du 9 Mai (23 heures)

Rien à signaler en dehors d'une activité marquée des deux artilleries sur le front HAILLES-MONTDIDIER.

Du 10 Mai (14 heures)

Après une intense et brève préparation d'artillerie, nos troupes, dans l'après-midi d'hier, se sont emparées du parc de GRIVESNES, dont une importante partie restait occupée par les Allemands. Au cours de cette opération, nous avons fait 258 prisonniers, dont 4 officiers, et ramené un nombreux matériel.

Malgré les vives réactions de l'artillerie ennemie et les reconnaissances qui tentaient d'aborder notre nouvelle ligne, nos fantassins se sont maintenus sur les positions conquises, et les ont organisées.

Sur la rive droite de l'AILETTE, en CHAMPAGNE (région de Massiges et nord de Reims), en LORRAINE, BOIS D'AILLY, nous avons exécuté avec succès plusieurs opérations de détail ou repoussé des coups de main ennemis, au cours desquels nous avons fait trente-six prisonniers, dont un officier.

Le martyre d'Amiens

Front français, 10 mai. — L'artillerie allemande fait tous ses efforts pour faire d'Amiens la douloureuse émule de Reims. Certains quartiers sont en ruines; trente-deux civils ont été tués. On compte, en outre, cent vingt-neuf blessés.

Les Allemands ont jusqu'ici jeté sur la ville 5,800 obus, la plupart de 155 et de 205. Les établissements publics sont spécialement visés : la cathédrale a été touchée neuf fois. Cinq obus ont traversé le toit et les murs.

L'entrée de la ville est complètement interdite. Il importe de ne pas donner à l'ennemi le prétexte d'affirmer que le bombardement est une nécessité militaire.

Une prédiction optimiste de l'amiral Sims

Londres, 10 mai. — Le « National Sporting-Club » de Londres a donné une réception en l'honneur de la délégation militaire et navale américaine actuellement à Londres.

L'amiral américain Sims, répondant à un toast, a dit :

« L'Amérique est entrée en guerre avec les deux pieds, et y restera avec les deux pieds jusqu'au bout. L'espoir qu'avait l'Allemagne de gagner la guerre, c'était grâce à ses sous-marins, mais depuis avril de l'année dernière, les coulages sont en décroissance constante, tandis que la courbe graphique du programme des constructions va montant. Ces deux courbes se croiseront dans deux semaines, et nous augmenterons nos constructions en vaisseaux marchands, tandis que le nombre des sous-marins diminuera.

» L'Allemagne sait cela, et c'est pourquoi elle fait un effort désespéré sur le front ouest. C'est sa dernière chance. »

Les permissions de nouveau suspendues dans l'armée allemande

Front britannique, 9 mai. — Le « tour » des permissions, qui avait recommencé à fonctionner dans l'armée allemande vers le milieu d'avril, vient d'être à nouveau interrompu. Tous les permissionnaires devront être rentrés dans leurs unités ce soir même; les troupes sont prévenues qu'elles n'obtiendront pas de congé avant deux mois.

Les mêmes mesures, accompagnées des mêmes avertissements, avaient été prises avant la grande offensive du 21 mars dernier.

Ceci est un indice, avec beaucoup d'autres, que nous sommes à la veille de grands événements militaires.

Où l'ennemi attaquera-t-il ?

De la marche sur Calais ou de la marche sur Amiens, laquelle l'ennemi a-t-il plus à cœur ? Estime-t-il que la possession d'une ou deux bases sur le pas de Calais est d'un prix beaucoup plus précieux que la prise d'Amiens et la séparation ultérieure des armées française et britannique ?

Dans la première hypothèse, c'est l'offensive des Flandres se continuant, l'attaque sur les monts et l'avance vers Poperinghe.

Si telle est la vérité, si telle elle doit être — et notre haut commandement sait assurément à quoi s'en tenir — l'ennemi se heurtera à des difficultés considérables.

Troupes britanniques, françaises, belges, se trouvent sur les lieux en nombre imposant, en liaison parfaite, sous les ordres de généraux qui ont fait leurs preuves et possèdent la confiance des soldats. Elles disposent d'un matériel considérable que la proximité de l'Angleterre permet d'alimenter et d'accroître quels que soient les besoins.

Depuis un mois — il y a aujourd'hui un mois que l'offensive des Flandres a commencé — les alliés ont eu le temps de remuer de la terre et de construire des lignes de défense. Aussi, disons-nous, pour des raisons d'ordre général, abandonner ce qui reste d'Ypres et de son saillant, notre défense, on peut le dire, ne ferait que commencer, mais il est encore possible que l'offensive des Flandres redevienne dans le plan allemand ce qu'elle fut à son commencement, c'est-à-dire une diversion, et qu'au contraire la prise d'Amiens et la rupture des armées britannique et française soit l'objectif principal du nouvel effort de l'ennemi.

Albert-Arras ?

Dans ces conditions, voyons comment les choses pourraient se passer. On ne peut apparemment attaquer Amiens et marcher vers l'ouest que par trois directions :

1° Dans une direction sud-est-nord-ouest, ce serait une attaque débouchant du front Montdidier-Moreuil.

2° Dans une direction est-ouest (front Albert-Villers-Bretonneux).

3° Dans une direction nord et sud-ouest (front Arras-Albert).

Pour des raisons qu'on ne peut exposer maintenant, il semble que cette dernière hypothèse ait les préférences de l'ennemi.

Le secteur Albert-Arras aurait été choisi par lui comme devant être celui de sa prochaine offensive.

Puisque : « savoir c'est vaincre », nous pouvons envisager avec confiance les heures qui vont suivre.

La Guerre aérienne

Fonck a abattu six avions le même jour pour venger Chaput

Paris, 10 mai. — Le lieutenant Fonck en prenant son vol hier jeudi, déclara qu'il vengerait largement la mort de Chaput. Il a tenu sa promesse : **Six avions ont été descendus par lui au cours de deux patrouilles.**

Le communiqué officiel de cette après-midi mentionne en ces termes cet exploit sans précédent :

Paris, 10 mai (officiel). — **Dans la journée d'hier, le lieutenant Fonck, au cours de deux patrouilles, a abattu six avions biplans allemands : les deux premiers en dix secondes; le troisième, cinq minutes après; les trois derniers, au cours de sa dernière patrouille.**

Trente appareils allemands abattus en un jour

Londres, 10 mai (officiel). — **Pendant la journée du 8, le temps a été assez beau, mais, au sud d'Arras, une brume épaisse a considérablement réduit le nombre des opérations aériennes.**

Dans la partie nord du front, notre aviation a été très active. De vifs combats ont eu lieu.

Vingt-deux appareils ont été abattus, sept ont été obligés d'atterrir, un autre a été descendu par nos mitrailleuses de défense terrestre. Sept des nôtres ne sont pas rentrés.

Nous avons jeté dix tonnes de bombes sur le Cateau, Cambrai, Bapaume et sur les docks et le môle de Zeebrugge.

Le classement de nos as

Paris, 10 mai. — Le classement actuel de nos as est le suivant :

Fonck, 42 victoires;
Nungesser, 34.
Madon, 25.
Guérin, 22.
Heurteaux, 21.
Deullin, 19.
Pinsard, 18.
Lufbery, 16.
Boyau, 13.
Navarre, Jailler, Garaud, Hugues, 12.
Tarascon, Ortoli, 11.
Herbelin, 10.

Une adresse des réfugiés d'Amiens à M. Clemenceau

Abbeville, 10 mai. — Un groupe de réfugiés d'Amiens et des environs, réuni à Abbeville en vue de la formation d'une Amicale, a fait parvenir à M. Clemenceau, président du conseil, l'Adresse suivante :

« L'Amicale des réfugiés d'Amiens et des environs adresse au grand patriote, dont l'ardeur infatigable est insensible au poids des années, l'expression de sa respectueuse sympathie et de sa très profonde reconnaissance, et, avec lui, crie : « Vive la France invincible ! »

REVUE DE LA PRESSE

LE SUCCES DE M. LLOYD GEORGE

Paris, 10 mai. — Du succès remporté à la Chambre des communes par M. Lloyd George, dans le débat provoqué par les allégations du général Maurice, on ne peut que se féliciter, dit le *Matin* :

Le moment n'est pas aux intrigues parlementaires ou militaires, et rien ne doit diminuer l'autorité du gouvernement britannique, qui a su passer outre aux considérations d'amour-propre pour prendre les clairvoyantes résolutions qui s'imposaient.

LES RUMEURS DEFAITISTES DANS NOS CAMPAGNES

De soi-disant « nouvelles » circulent dans les Charentes, le Limousin, le Poitou, dit l'*Action Française*. Racontars absurdes et déprimants que les paysans, souvent sans songer à mal, répètent et propagent :

Ces propos tendent tous à diminuer la force morale du pays, à ébranler la foi dans le triomphe de nos armes, à semer le doute en ce qui concerne l'avenir, à répandre des inquiétudes au sujet de la situation financière. Ecoutez les inepties qui se chuchotent: On cache au peuple la situation; les pertes des Allemands sont moins considérables que celles subies par les Français et les Anglais, c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons obtenir la victoire; il aurait été sage de faire la paix avant la reprise de l'offensive par l'armée ennemie; la France court à la ruine; la monnaie divisionnaire garde seule sa valeur, c'est pourquoi ceux qui tiennent cachées leurs pièces d'or et d'argent se montrent avisés.

Des commentaires non moins imbéciles sont formulés pour diminuer la confiance dans la valeur des billets de banque ou la solidité des Bons de la défense nationale. Il serait peut-être possible de découvrir rapidement l'origine des bruits, d'atteindre ainsi une des organisations les plus pernicieuses de la propagande boche.

LA TAXE DE LUXE

Les protestations se multiplient contre elle, en province comme à Paris. Cette taxe doit disparaître parce qu'elle est impolitique et par bien des endroits injuste, écrit M. René Sudre à *Oui* :

Nul ne conteste qu'il faille de l'argent à l'Etat; il est possible d'en trouver sans tarir nos sources de richesses et sans irriter l'individualisme trop irritable du contribuable. Suivons l'exemple de l'Angleterre qui accuse cette année 21 milliards de recettes, alors que notre budget ne dépasse pas 8 milliards. Les grands moyens sont meilleurs que les petits.

L'ELOQUENCE DE M. CLEMENCEAU

M. Clemenceau a horreur des phrases creuses, des vieux clichés et des phrases redondantes. Dès sa jeunesse, rappelle l'*Eclair*, il montra d'ailleurs des dispositions pour l'art oratoire, qu'il n'a jamais confondu avec la phraséologie :

Le palmarès du lycée de Nantes où M. Georges Clemenceau fut d'ailleurs, de 1853 à 1858, un élève assez médiocre, nous le montre obtenant en cinquième, en troisième et en rhétorique un deuxième accessit de débit, et en 1858 un premier prix de dissertation française. Depuis, au cours de sa longue carrière politique, M. Clemenceau a connu d'autres succès oratoires.

NOS FRERES DE COULEUR

Quand M. Diagne, commissaire du gouvernement dans l'Afrique occidentale, débarqua à Dakar, une foule de Sénégalais se pressaient pour l'acclamer. Les autorités de la colonie étaient venues aussi rendre hommage au commissaire; mais, conte le *Cri de Paris* :

Contrairement à ce qui se passait de temps immémorial, les citoyens de couleur ne consentaient pas à leur céder le pas. Au contraire, ils se mettaient au premier rang sans aucun respect pour l'antique hiérarchie. Un fonctionnaire essaya de maintenir ses prérogatives. Un noir le bouscula. Le blanc menaça le noir de le faire arrêter. Alors celui-ci, montrant M. Diagne entouré de soldats et de dignitaires : « Pourquoi arrêter moi, dit-il. Toi rendre honneur à lui. Moi frère à lui. Donc toi rendre honneur à moi. »

Un « baguettisant » et la recherche des sous-marins

Paris, 10 mai. — Un des plus fameux baguettisants, M. Louis Probst, qui habite les Basses-Pyrénées et qui, lors du Congrès des sourciers à Paris en 1913, a remporté de remarquables succès, a fait des recherches au sujet desquelles il écrit : « Aujourd'hui avec mes appareils, il me faut environ dix secondes pour repérer une batterie et de deux à trois minutes pour savoir exactement la distance et l'endroit où elle se trouve. »

M. Probst a voulu appliquer la méthode qu'il a imaginée à la recherche des sous-marins.

« De Bidart, mes fenêtres plongent sur la mer. Avec le rhéostat et le radio condensateur que j'ai mis au point, j'ai fait des expériences de repérage de sous-marin en présence d'amis et d'ingénieurs, et je ne me suis jamais trompé. Plaçant les appareils à terre, sans rien voir, j'indique en quelques secondes le nombre de bateaux qui passent et la direction qu'ils suivent.

» Pour déterminer leur distance, j'applique deux méthodes, l'une contrôlant l'autre, et les résultats obtenus sont les mêmes pour un navire en surface ou en plongée. Je viens de faire un essai étant moi-même à bord de la canonnière « le Qui-Vive » à Saint-Jean-de-Luz. Et l'expérience a parfaitement réussi. »

M. Probst a voulu donner une explication scientifique de sa méthode. Il estime que l'homme peut être considéré comme une pile électro-magnétique dont le système nerveux possède une double fonction : l'une, connue, assure le fonctionnement de notre vie organique et psychique; l'autre, inconnue de la plupart des savants, perçoit les effluves électro-magnétiques provenant de la terre, produites par la radio-activité de tous les corps.

Ainsi les baguettes de sourciers reposeraient sur la théorie d'Ampère. En reliant le pôle positif et le pôle négatif de la pile humaine elles représentent, puisqu'elles peuvent osciller dans les mains de l'homme, un courant électro-magnétique mobile. La baguette serait attirée ou repoussée suivant le sens des courants telluriques.

M. Probst a soumis son invention aux services compétents de l'administration de la marine et il s'inquiète de ne point avoir obtenu de réponse.

La fête de Jeanne d'Arc à Orléans

Orléans, 9 mai. — L'anniversaire de la délivrance d'Orléans par Jeanne-d'Arc a été célébré dans la forme traditionnelle, sous la présidence de M. Fernand Rabier, député-maire, en présence du corps municipal, du préfet du Loiret, du général Favereau et de l'état-major de la 5e région.

Au nom de l'armée et du peuple américain, le lieutenant John Harold Laurence a déposé une superbe couronne au pied de la statue équestre de Jeanne-d'Arc et a adressé un hommage de fraternité à la ville d'Orléans et à son héroïne.

LE GACHIS RUSSE

LES APPÉTITS FINLANDAIS

Le général Mannherheim veut s'emparer de Pétrograd

Stockholm, 10 mai. — Le gouvernement finlandais aurait décidé de procéder sans plus tarder à la constitution de la grande Finlande. Le général Mannerheim a reçu l'ordre de s'emparer de Pétrograd.

La grande Finlande englobera la province russe de la Carélie orientale, le district d'Ingermannland, y compris Pétrograd, la voie ferrée de Mourman jusqu'à la mer de glace.

Ainsi, la nouvelle Finlande serait limitrophe des provinces baltiques annexées par l'Allemagne. Le nouvel Etat serait une monarchie.

Les voies ferrées finlandaises seront développées de manière à établir une voie directe des côtes de la mer de glace jusqu'à Constantinople, et en Asie par Budapest.

Cette information sensationnelle est confirmée à Berlin.

OFFICIERS RUSSES MASSACRÉS EN FINLANDE

Stockholm, 10 mai. — La garde blanche a massacré un grand nombre d'officiers russes à Viborg. Partout les Russes sont persécutés, outragés et même battus par la populace.

« NE TRAITEZ JAMAIS AVEC LENINE ET TROTZKY », NOUS DIT BOURTZEFF

Stockholm, 10 mai. — Le révolutionnaire Bourtzeff, dont l'attitude patriotique ne s'est pas démentie depuis le début des hostilités, s'est exprimé ainsi au cours d'une interview sur le compte de la révolution russe :

« Que jamais, jamais, entendez-vous, la France, l'Angleterre, l'Italie ne songent à entrer en pourparlers avec les bolcheviks. Qu'on ne se laisse pas prendre aux boniments de Trotzky, qui annonce à travers le monde la création d'une armée rouge. Une telle armée, si jamais elle existe, ne servira tout au plus qu'à activer la guerre civile. Croyez-moi : elle ne marchera jamais contre les Allemands, mais bien contre les patriotes russes, les sincères adhérents de l'Entente : les généraux Korniloff et Alexeieff.

» Il faut se rappeler toujours que toutes les paroles des bolcheviks ne sont que bluff et mensonge. Je l'affirme, et j'en étalerai demain toutes les preuves. Lenine et Trotzky ont vendu et trahi la Russie. C'est cette trahison seule, venant après l'inqualifiable politique de Kerensky, qui a écrasé la Russie. Souvenez-vous que si les bolcheviks sont encore au pouvoir, c'est que l'Allemagne en a toujours besoin pour maintenir la décomposition de la Russie. Mais ceci ne veut pas dire que nous avons perdu tout espoir. Nous sommes sûrs de nous débarrasser un jour des bolcheviks, et alors les démocraties occidentales retrouveront en Russie des amis dévoués. »

L'ALLEMAGNE EXIGERAIT LA CAPITULATION DE PETROGRAD

Moscou, 9 mai. — Le commissaire aux affaires étrangères Tchicherine a adressé au plénipotentiaire russe à Berlin, Joffe, les instructions suivantes :

« Les troupes allemandes ont occupé aujourd'hui Taganrog et Rostoff, et s'avancent dans la direction de Novotchemkask. La violation est d'autant plus flagrante que, lorsque les troupes de la République des Soviets de l'Ukraine ont déclaré officiellement la cessation des opérations militaires contre l'empire allemand, elles ont été désarmées sur notre territoire. Nous avons fait savoir que nous étions prêts à signer la paix tout de suite avec l'Ukraine. Dans ces conditions, il est absolument nécessaire de poser au gouvernement allemand les questions suivantes :

» 1° Le gouvernement allemand considère-t-il nécessaire et désirable la conclusion immédiate de la paix entre le gouvernement russe d'une part et la Finlande et l'Ukraine de l'autre ?

» 2° De son côté, le gouvernement allemand est-il disposé à garantir une délimitation précise de la frontière ?

» Le comte Mirbach nous a demandé aujourd'hui avec insistance de remettre la forteresse d'Ino entre les mains du gouvernement finlandais.

» Ce fort fait partie de ceux de la défense de Cronstadt. La remise de ce fort à la Finlande équivaudrait à la capitulation de Pétrograd.

» Le comte Mirbach nous a demandé aussi de débarrasser la côte mourmane des forces anglo-françaises qui y sont encore. Nous ne voyons aucunement pourquoi ces questions ne pourraient recevoir une solution satisfaisante pour les deux parties. Mais il est absolument indispensable que vous fassiez comprendre clairement au gouvernement allemand que nous sommes prêts à solutionner favorablement ces deux questions. Nous comptons fermement, par contre, que nous pourrons signer sans retard une paix solide. »

UNE DIVISION UKRANIENNE DESARMEE

Bâle, 9 mai. — Un journal de Lemberg annonce que les autorités allemandes de Kiev ont ordonné le désarmement d'une division ukranienne.

LE COUP D'ETAT DE L'UKRAINE

Moscou, 9 mai (source maximaliste). — Des nouvelles parvenues au cours de la journée sur le coup d'Etat en Ukraine mettent en relief l'active participation dans les événements du grand-duc Dimitrius Pavlovitch et de nombreux officiers russes bien organisés, qui prêtèrent à Skoropadsky un concours utile. Quant à la population, elle a accueilli le coup d'Etat avec indifférence. L'hetman Skoropadsky a ordonné de poursuivre en justice tous les anciens ministres et la Rada.

LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FINLANDE

Helsingfors, 9 mai. — Le sénateur Renvall, dans une interview, a déclaré que les relations avec l'Angleterre laissent à désirer. Cela provient des relations amicales de la Finlande avec l'Allemagne.

Le consul bolcheviste à Glasgow condamné

Londres, 9 mai. — M. Mac Lean, consul bolcheviste à Glasgow, a été condamné à **cinq ans de travaux forcés** pour crime de sédition.

En Portugal

AMNISTIE GENERALE

Lisbonne, 9 mai. — M. Sidonio Paez, président de la république, proclama l'amnistie pour tous les condamnés, à l'exception de ceux qui purgent des peines prononcées pour délits de droit commun.

M. SIDONIO PAEZ EST PROCLAMÉ

Lisbonne, 10 mai. — Le Président de la République, accompagné de son état-major, s'est rendu à la Chambre municipale, où a eu lieu la séance solennelle de la proclamation.

La lecture de l'acte proclamant M. Sidonio Paez président de la République a été donnée dans la grande salle de la mairie.

M. Sidonio Paez avait à ses côtés le président du Conseil municipal, les ministres, le général en chef de la mission anglaise, l'attaché militaire français et d'autres personnalités. M. Sidonio Paez a lu un Message patriotique et a promis de gouverner avec tolérance politique et religieuse.

Le Message a été très applaudi. Après la cérémonie, le Président a passé les troupes en revue. Sur tout le parcours, il a été acclamé par la foule.

Sous-Marins allemands manquant de vivres

Las Palmas, 9 mai. — Le vapeur espagnol « Achuri », qui vient d'arriver dans le port, a été arrêté par un sous-marin à environ 50 milles de la côte d'Afrique.

Le commandant du sous-marin envoya sur le navire espagnol deux hommes de son équipage qui avaient été grièvement blessés au cours d'un combat.

Les Allemands, en outre, demandaient des provisions, car ils n'en avaient absolument aucunes à bord. Des informations de diverses sources montrent que les sous-marins opérant le long de la côte africaine sont presque totalement démunis de vivres.

Le navire espagnol « Jupiter » a été arrêté le 3 mai par deux sous-marins qui lui demandèrent des provisions pour les équipages.

En Allemagne

TOUS LES MEETINGS MINORITAIRES INTERDITS

Zurich, 10 mai. — Toutes les réunions publiques convoquées par les socialistes minoritaires, à Berlin comme dans le reste de l'empire, au sujet de la réforme électorale et de la situation générale, ont été interdites par les autorités militaires.

L'accord de Berne

L'ECHANGE DES PRISONNIERS

Paris, 10 mai. — Nous rappelons que l'accord de Berne relatif à l'échange des prisonniers entrera en vigueur le 15 mai.

Les sous-officiers, caporaux et soldats prisonniers en France et en Allemagne depuis dix-huit mois au moins seront directement rapatriés, tête pour tête et grade pour grade, dans l'ordre de l'ancienneté de capture.

Seront, en outre, directement rapatriés, sans égard au grade ni au nombre, les sous-officiers, caporaux et soldats en captivité depuis dix-huit mois, qui appartiennent à l'une des deux catégories suivantes :

1° Agés de plus de quarante ans et de moins de quarante-cinq, pères d'au moins trois enfants vivants.

2° Agés de plus de quarante-cinq ans, sans condition de paternité.

En outre, un régime nouveau est instauré pour les civils internés actuellement en pays ennemi. Quant aux civils internés en Suisse, ils seront remis en liberté.

Les civils et militaires qui bénéficieront de ces accords ne pourront être envoyés au service militaire ni au front, ni dans la zone des étapes, ni en territoire ennemi occupé, ni dans un Etat allié.

L'embouteillage d'Ostende complété

Le croiseur " Vindictive " betonné et coulé

Londres, 10 mai (officiel). — L'opération ayant pour but de fermer les ports d'Ostende et de Zeebrugge a été complétée avec succès la nuit dernière. Le vieux croiseur « Vindictive » a, en effet, été coulé entre les jetées et en travers de l'entrée du port d'Ostende.

Depuis l'attaque sur Zeebrugge du 23 avril le « Vindictive » avait été rempli de béton et accommodé comme bateau embouteilleur à cet effet.

La menace diminue

Washington, 10 mai. — Le taux d'assurance pour les vapeurs américains traversant la zone de guerre entre les ports des Etats-Unis et les ports britanniques (taux qui est actuellement de 3 pour 100) sera réduit à 2 pour 100. Cette décision équivaut à une constatation officielle d'une diminution de la menace sous-marine.

Importantes délibérations au Japon

Tokio, 3 mai (retardée). — Le conseil diplomatique consultatif a siégé pendant deux heures. Contrairement aux usages, les membres de moindre importance, tels que les vice-ministres et le secrétaire du cabinet, n'assistèrent pas aux délibérations.

On en déduit, par conséquent, que des questions d'une importance capitale furent examinées. Le président du conseil, M. Terauchi, sera reçu en audience demain par le mikado, auquel il fera un rapport sur la conférence d'aujourd'hui, dont les débats resteront secrets, suivant la pratique observée depuis la création du conseil diplomatique.

Aux Etats-Unis

Le transport des Américains s'accélère

New-York, 10 mai. — Le ministre de la guerre, M. Baker, a confirmé la déclaration de M. Clemenceau, suivant laquelle les troupes américaines arrivaient en quantités considérables sur le front. Dans son Communiqué à la presse, M. Baker dit : « En janvier, j'ai annoncé à la commission sénatoriale de l'armée que, selon toutes probabilités, cinq cent mille soldats américains seraient transportés en France de bonne heure cette année. Je ne puis donner maintenant, ni même plus tard, le chiffre des troupes américaines en France; mais je suis heureux de pouvoir annoncer que les prédictions faites en janvier se sont plus que réalisées.

Pour la fabrication intensive des munitions

New-York, 10 mai. — M. Gray, président de la corporation de l'acier, annonce qu'à la demande du gouvernement américain, la corporation entreprend la manufacture des canons lourds et des projectiles en grandes quantités.

A cet effet, des usines sont construites aussi rapidement que possible aux frais du gouvernement.

Bolo et Saint-Régis n'étaient qu'un

New-York, 10 mai. — Le Code du comte Bernstorff est maintenant déchiffré. Bolo pacha était connu sous le nom de Saint-Régis, et l'ambassadeur de France était appelé Fordham.

La Paix Roumaine

Ce que perd notre malheureuse alliée

Zurich, 10 mai. — Les rectifications de frontières concédées par la Roumanie à l'Autriche s'étendent, en général, sur une profondeur de dix kilomètres.

Dans certains endroits particulièrement importants, comme dans les vallées et aux nœuds de communication, cette distance est légèrement supérieure à dix kilomètres.

La Hongrie annexe 5,000 kilomètres carrés de territoire roumain; en plus, l'Autriche obtiendra au nord de Czernovitz un angle de 600 kilomètres carrés en Roumanie.

Déception bulgare

Berne, 10 mai. — Un journal de Munich reconnaît que la conclusion de la paix avec la Roumanie a été accueillie à Sofia sans aucun enthousiasme.

Les Chambres roumaines dissoutes

Bâle, 10 mai. — On mande de Bucarest :

« Une ordonnance royale dissout les deux Chambres du Parlement roumain. Les nouvelles élections auront lieu du 1er au 9 juin. Le Parlement se réunira le 27 juin.

Après le Discours de Lloyd George

Paris, 10 mai. — Le vif incident provoqué en Angleterre par le général Maurice, et qui visait à renverser le gouvernement de M. Lloyd George, a été réglé.

Le rude Gallois, avec sa franchise et sa détermination coutumières, s'est expliqué fortement sur les nécessités impérieuses qui déterminent la politique de guerre anglo-française. Il a montré que si la ligne anglaise avait été étendue, c'était à la demande de la France, qui a supporté le poids le plus lourd de la guerre, et qui occupait près de 600 kilomètres de front, alors que les Britanniques n'en tenaient que cent soixante.

Le général Maurice, et le clan militaire disgracié dont il paraît le représentant, escomptaient l'appui de l'égoïsme national réveillé en accusant le gouvernement britannique d'avoir trompé l'opinion, mais l'important c'est que la cohésion franco-anglaise soit intangible.

Lord Derby, ambassadeur d'Angleterre en France, vient de faire à Paris des déclarations sur l'unité de commandement qui nous rassureraient pleinement s'il y avait lieu.

UNE ENQUETE SUR L'ACTE DU GENERAL MAURICE

Londres, 10 mai. — Hier, dans les couloirs de la Chambre des communes, on s'accordait généralement à reconnaître que M. Lloyd George, ne se contentant pas de se disculper, était devenu accusateur. D'étranges bruits circulaient sur les circonstances dans lesquelles le général Maurice avait décidé d'écrire sa fameuse lettre à la presse de Londres. Certains députés affirmaient qu'une enquête était nécessaire.

LA PRESSE ANGLAISE

Londres, 10 mai. — Le « Daily Graphic » commente ainsi le succès de M. Lloyd George :

« L'attaque contre le gouvernement n'aura servi qu'à fortifier la position de M. Lloyd George. »

Du « Daily Telegraph » :

« S'il était possible d'établir une gradation dans les fiascos, on pourrait dire que le dernier en date est le plus absolu. »

Du « Daily Mail » :

« Du prétentieux acte d'accusation dressé par sir Maurice contre ses anciens chefs pas une bribe ne demeure. »

Du « Daily Express » :

« Il n'est certainement pas désirable que les détails des négociations entre les gouvernements alliés fassent l'objet de discussions publiques. Et l'on ne sera certainement pas encl

LA LETTRE DU GÉNÉRAL MAURICE

Un grand débat aux Communes

LLOYD GEORGE TRIOMPHE

Londres, 9 mai. — La Chambre des communes est bondée cette après-midi lorsque M. Asquith se lève pour proposer la nomination d'une commission spéciale d'enquête relativement aux allégations contenues dans la lettre du général sir F. Maurice.

Les galeries des ambassadeurs et lords sont pleines. Au balcon des visiteurs, l'on voit l'ambassadeur d'Italie.

M. ASQUITH

M. Asquith dit que pas mal de malentendus semblent exister en ce qui concerne un sujet réellement très simple. Ni dans l'intention, ni en fait, sa motion ne comporte un vote de blâme contre le gouvernement. S'il avait pensé qu'il était de son devoir de demander aux communes un vote de blâme, il aurait eu le courage et la sincérité de le faire en termes directs et non équivoques. Il ne désire pas et ne se soucie pas de reprendre le pouvoir.

Parlant de la lettre du général sir F. Maurice, M. Asquith dit :

« Le général sir F. Maurice doit avoir su qu'il commettait une grave violation des règlements du royaume et qu'il mettait en danger tout son avenir militaire. »

M. Asquith s'oppose à la proposition tendant à faire effectuer une enquête par deux juges et dit que ce serait un tribunal impuissant à moins que le tribunal ne soit muni de pouvoirs légaux.

M. Asquith pense qu'une commission de cinq membres de la Chambre des communes désignés en dehors de toute préoccupation de parti pourrait probablement arriver à une décision dans un délai de deux ou trois jours.

M. LLOYD GEORGE

M. Lloyd George prend la parole. Il est salué par de vifs applaudissements.

« Au moment, dit-il, où le général sir Maurice a cessé d'occuper un emploi qu'il avait rempli pendant deux ans, il a contesté des déclarations faites par deux ministres. Il n'a jamais contesté ces déclarations alors qu'il avait non seulement accès aux sources officielles, mais même auprès des ministres. »

M. Lloyd George demande s'il n'était pas du devoir de sir F. Maurice lorsqu'il pensait que l'affaire était si importante qu'il se croyait obligé d'enfreindre les règlements du royaume, de se rendre d'abord auprès des ministres mis en cause, de leur signaler leur erreur et de leur demander de la corriger. Jamais une syllabe n'a été prononcée jusqu'au moment où M. Lloyd George a vu la lettre de sir F. Maurice dans les journaux.

« Je dis que j'ai été traité avec injustice, » s'écrie M. Lloyd George, au milieu de vifs applaudissements.

M. Lloyd George fait remarquer que, d'autre part, le général sir F. Maurice n'a pas fait de représentations à ses chefs immédiats, le secrétaire d'Etat ou le chef d'état-major.

M. Lloyd George propose d'énumérer toutes les sources d'informations qui ont servi de bases aux déclarations de M. Bonar Law et il invite la Chambre à juger aujourd'hui. (Applaudissements).

MM. Bonar Law et Lloyd George sont vivement désireux que les assertions du général sir F. Maurice soient soumises à l'examen d'un tribunal impartial, lequel aurait à sa disposition des informations très nombreuses et très confidentielles qui ne laisseront aucun doute sur la véracité de leurs déclarations.

M. Lloyd George fait remarquer qu'il y a longtemps que la Chambre elle-même a décidé qu'une commission spéciale de la Chambre n'était pas un tribunal qualifié pour examiner des faits dans les circonstances où les passions sont soulevées :

« M. Asquith lui-même, avec une juste raison, a instamment demandé qu'on ne confiât pas l'enquête sur l'affaire de Mésopotamie à une commission de ce genre. Les juges sont accoutumés à examiner les faits et à prendre une décision rapide; mais, depuis mardi, les organes de la presse qui défendent M. Asquith ont rendu évident qu'on n'acceptait la décision d'aucun tribunal secret. En conséquence, le gouvernement a décidé de soumettre les faits au public. Que le public juge. »

« Mes chiffres sont exacts »

M. Lloyd George poursuit :

« J'aborde l'examen des assertions du général sir F. Maurice. Premièrement, en ce qui concerne la comparaison des effectifs britanniques en France du 1er janvier 1917 au 1er janvier 1918, j'ai dit que les forces combattantes de l'armée avaient augmenté. Le général sir F. Maurice dit qu'elles ont diminué. Les chiffres que j'ai donnés provenaient des statistiques officielles du ministère de la guerre. S'ils n'étaient pas exacts, sir F. Maurice est aussi responsable que n'importe qui; mais les chiffres n'étaient pas inexacts. J'ai fait une enquête depuis lors, je ne comprends pas bien ce que le général sir F. Maurice veut dire. Il n'y a absolument aucun doute que les effectifs des combattants de l'armée ont été très considérablement accrus au commencement de 1918 comparativement à ceux du commencement de 1917.

» Dans le monde entier il y eut en 1918, comparativement à 1917, un grand accroissement des effectifs de l'armée, mais l'accroissement des effectifs en France a été plus considérable que la moyenne pour la totalité de la zone de guerre. Lorsqu'il parle des forces combattantes, le général sir F. Maurice établit une distinction entre combattants ou non combattants; permettez-moi de dire immédiatement que je n'accepte pas cette distinction; mais je vais lire une note inscrite sur un document venant du département de sir F. Maurice, neuf jours après mon discours; cette note porte les initiales de son suppléant et est ainsi conçue :

« De la déclaration ci-incluse il résulte » que la force des combattants britanniques » était plus considérable le 1er janvier 1918 » que le 1er janvier 1917. » (Vifs applaudissements.)

» J'arrive maintenant à l'assertion du général sir F. Maurice relative à la comparaison entre les troupes alliées et ennemies. La totalité des chiffres contenus dans cette assertion provient de sir F. Maurice. Les assertions relatives aux divisions en Mésopotamie et en Egypte ont été faites en présence de sir F. Maurice, qui n'a fait aucune correction à ces chiffres. »

Extension du front britannique

Parlant de l'extension du front britannique, M. Lloyd George dit :

« Il est exact que le général sir F. Maurice était à Versailles, mais il n'est pas exact d'en déduire qu'il assistait à la séance où l'on a discuté l'extension du front. Sir F. Maurice n'y assistait pas. Il se trouvait dans un local hors de la chambre du conseil avec d'autres personnes qui étaient là pour aider les divers généraux. Jamais le conseil de Versailles n'a discuté le moins du monde l'extension du front de l'armée du général Gough, qui est celle à laquelle on fait allusion.

» Cette extension avait été convenue entre le maréchal sir Douglas Haig et le général Pétain. Elle était un fait accompli avant que le conseil se fût jamais réuni, et le maréchal sir Douglas Haig avisa le conseil du fait. On avait réclamé une nouvelle extension, mais pas un seul mètre du front n'a été repris comme résultat de la Conférence de Versailles. Il n'y a pas un mot de vrai dans l'assertion selon laquelle l'extension du front de l'armée du général Gough a été faite par ordre du cabinet de guerre en dépit des objections du maréchal sir Douglas Haig et du général Robertson. On a procédé à cette extension à cause de la grande pression exercée par le gouvernement français, afin de permettre le retrait d'hommes pour l'agriculture, retrait devenu absolument nécessaire.

» Il y eut, au cours de l'été dernier, une très grande effervescence en France au sujet de la longueur du front tenu par l'armée française, en comparaison de celui tenu par notre armée. Les pertes françaises ont été énormes, et la chose est reconnue par tous. Les Français avaient porté, pour ainsi dire, le plus grand poids de la lutte pendant trois ans. Ils avaient mis en ligne une plus grande proportion de leurs forces vives que ce n'était le cas pour aucun autre belligérant, sans exception. Ils tenaient un front de 530 kilomètres; nous en tenions un de 160. Mais ce n'est pas tout dire, parce que les Allemands étaient massés d'une façon beaucoup plus dense en face de nos lignes, et que, d'ailleurs, la partie du front que nous tenions était la plus vulnérable. On nous avait, pour ainsi dire, laissé la défense de Paris ainsi que celle des centres les plus importants. Mais enfin, il y avait toujours ce fait du front formidable tenu par l'armée française contre ce qui apparaissait comparativement un petit front pour la nôtre.

» Outre cela, je veux que la Chambre connaisse tout l'ensemble des faits. L'armée française, à ce moment, tenait, je crois, sur notre gauche, un front de deux divisions afin de nous permettre d'accumuler les réserves nécessaires au but de l'attaque des Flandres, front qui, je crois, était tenu auparavant par les Anglais et que les Français avaient pris en plus de leur propre ligne.

» 1° Nous acceptions en principe l'extension de notre front.

» 2° Le moment et la longueur de cette extension devaient être laissés à l'initiative des deux commandants en chef.

» 3° Aucune extension n'était possible jusqu'à ce que l'offensive fût terminée.

» 4° Enfin, la portion du front reprise devait être calculée en vue des plans militaires pour 1918 et du rôle assigné à chaque armée.

» A un certain moment, le maréchal Haig avait l'impression que le cabinet avait pris une décision, sans son consentement, à la Conférence de Boulogne. Mais cette Conférence n'avait pas du tout été convoquée pour discuter l'extension du front; nous n'avions pas la moindre idée que cela allait être discuté. Le général Robertson et moi représentions la Grande-Bretagne; M. Painlevé et le général Foch, la France. Après avoir réglé la question pour laquelle nous étions venus à Boulogne, M. Painlevé souleva celle de l'extension du front. Je n'y étais pas le moins du monde préparé, et je dis au général Robertson : « C'est une question que vous devez traiter. » En toute la discussion fut conduite par lui. Le général Robertson posa alors ses principes, et moi-même, avec le gouvernement tout entier, nous les approuvâmes cordialement.

Ensuite survinrent l'incident de Cambrai et le désastre d'Italie, qui nous obligea à envoyer des troupes hors de France. Cela rendit difficile pour le moment l'extension du front.

» A ce moment, intervint M. Clemenceau. M. Clemenceau n'est pas un homme auquel on puisse facilement opposer des refus. M. Clemenceau demanda avec une grande insistance que l'armée britannique reprît une partie de la ligne française. Nous maintînmes le point de vue que c'était une affaire à discuter entre les deux commandants en chef. Jamais, jusqu'au bout, nous n'avons dévié de cette attitude.

» Finalement, M. Clemenceau proposa de faire examiner la question par les représentants militaires et, en cas de divergences d'opinion, de la faire trancher en dernier ressort par le Conseil de Versailles. Les représentants de l'armée proposèrent un compromis entre les projets français et britanniques, et la réunion du Conseil de Versailles devait le discuter le 1er février. Mais, avant cette date, le maréchal Haig et le général Pétain se rencontrèrent et convinrent d'étendre le front jusqu'à Barisis. Il n'y eut pas d'autre extension de la ligne britannique. De toute la discussion à laquelle cette extension de la ligne a donné lieu, il ressort la mise en lumière de l'importance de l'unité du commandement, et je suis heureux de dire que nous avons enfin ce commandement unique.

» En prenant des mesures pour étendre les lignes, sir Douglas Haig avait la pleine approbation du cabinet britannique. Etant donnée la pression du gouvernement français et des autorités militaires françaises, sir Douglas Haig n'avait pas le choix, si ce n'est d'opérer l'extension. A notre avis, il eut absolument raison de prendre la décision qu'il prit. Naturellement, il aurait préféré ne pas le faire. Il court une sorte de rumeur pernicieuse, pleine de méchanceté, susceptible de causer le plus grand tort en ce qui concerne l'armée britannique, rumeur selon laquelle, en dépit des objections de sir Douglas Haig et de sir William Robertson, nous les obligeâmes à courir un risque qu'ils n'auraient jamais dû courir.

» Quelqu'un s'imagine-t-il que si tel avait été l'avis de sir Douglas Haig, il aurait accepté la responsabilité une seule minute? Je ne ne regrette pas — si je regrette la façon dont cela a été fait — que cette occasion m'ait été offerte de donner, une fois pour toutes, un démenti à ces bruits pestilentiels qu'on répandu, pour des motifs à eux personnels, des hommes qui, pour une raison ou pour une autre, n'aiment pas le chef actuel de l'état-major impérial ou, peut-être, le chef actuel du ministère britannique.

Appel à l'union

» On demande à la Chambre de voter la censure du gouvernement. Si elle est votée, il nous sera impossible de continuer les opérations. Ces controverses sont de nature à affoler et à paralyser. L'unité nationale est menacée, l'unité de l'armée est menacée. Nous avons été occupés à fouiller les registres, à parcourir les procès-verbaux, les lettres, les interviews couvrant une période de douze mois, et cela dans un pareil moment. (Vifs applaudissements.)

» Je reviens de France. J'ai vu des généraux qui m'ont dit comment les Allemands étaient en train de préparer silencieusement la plus grande attaque peut-être de la guerre. Ces généraux me demandent de leur fournir une aide sûre. Je rapporte la liste des choses qu'ils veulent qu'on fasse. Il faut m'en occuper. Le sort de notre pays à tous est aujourd'hui en jeu. Il va rester encore en balance pendant ces quelques semaines. Je vous demande, je vous conjure de mettre un terme à ces attaques harcelantes. (Vifs applaudissements.)

La motion Asquith est ensuite mise aux voix et rejetée par 293 voix contre 106.

L'ATTITUDE DE LA CHAMBRE

Londres, 10 mai. — Les membres de la Chambre des communes qui ont assisté hier à la séance étaient très nombreux. Cependant, les Irlandais étaient absents. On remarquait dans le public seulement une demi-douzaine d'uniformes.

Lorsque M. Lloyd George a dit que les renseignements taxés de faux qu'il avait donnés au Parlement lui avaient été fournis par le département à la tête duquel était le général sir F. Maurice, et que celui-ci, ensuite, ne les avait pas rectifiés, les acclamations frénétiques de la Chambre lui ont prouvé que sa cause était gagnée.

LE SCRUTIN

Londres, 10 mai. — Tous les ministres présents, tous les unionistes, sauf un, ainsi que quelques libéraux et travaillistes, ont voté contre la motion Asquith.

Sir Ed. Carson, député d'Irlande, a voté pour le gouvernement. Plusieurs libéraux-travaillistes et unionistes se sont abstenus.

La minorité se compose des libéraux, de quatre socialistes et d'un unioniste.

Clôture du Congrès des P. T. T.

Paris, 9 mai. — Le Congrès de l'A. G. des P. T. T. a tenu sa séance de clôture ce matin à Paris.

Un grand nombre de vœux d'ordre corporatif ont été adoptés, parmi lesquels l'attribution de l'indemnité de bombardement aux agents des régions envahies évacués dans des régions bombardées, la mise à la retraite des agents à soixante ans et à soixante-cinq ans pour le personnel des régions envahies ayant encore six ans de service à effectuer, la liquidation des retraites pour les malades, et enfin la révision de la loi de 1853 et de la loi de finances de 1913 sur les traitements et retraites.

La vente de l'atelier Degas

Paris, 9 mai. — La vente des œuvres du peintre Degas s'est poursuivie cette après-midi dans la galerie Georges Petit. Certaines enchères qui ont encore atteint des prix considérables. Le portrait de Duranty : 95,000 francs; Un Groupe de Danseuses, 80,000 francs; Des Danseuses au Foyer, 56,000 francs; trois Répétitions au Foyer de la Danse : 37,000 francs, 25,100 francs et 24,000 francs; trois Portraits de Femme : 75,000 francs, 15,000 francs et 13,500 francs; le Portrait de Diego Martelli, 30,500 francs; un autre Portrait d'Homme, 16,000 francs; Une Femme au Bain, 33,800 francs; Une Causerie, 22,500 francs; Quatre Jockeys, 20,000 francs; Un Cheval emporté, 16,000 francs; De Jeunes Spartiates s'exerçant, 17,700 francs, etc.

De nombreux dessins se sont vendus ensuite de 2,000 à 6,000 francs. Le total des enchères de la journée s'est élevé à 1 million 900,000, ce qui porte à 5 millions 600,000 francs le total général des prix atteints depuis le début de la vente.

La Grande Bataille

La répartition des forces allemandes

Front britannique, 9 mai. — Les forces allemandes réparties sur la partie active du front occidental peuvent aujourd'hui se classer en trois groupements : le premier, allant de la mer à Ypres; le second, d'Ypres au nord du canal de La Bassée; enfin le troisième, s'étendant depuis le sud de ce canal jusqu'à l'Oise.

Dans le premier, dont le développement atteint cinquante kilomètres environ, les Allemands auraient, en première, en deuxième et en réserve, approximativement une dizaine de divisions, soit une par cinq kilomètres, avec une densité moyenne d'un homme et demi par mètre courant. Le simple énoncé de ce chiffre donne l'opinion que, dans ce secteur, l'ennemi ne songe point à faire actuellement quoi que ce soit de sérieux.

Le deuxième groupement ne doit pas être très inférieur à quarante divisions. Comme il occupe une portion de front sensiblement égale à celle qui va d'Ypres à la mer, sa densité correspond à une division par mille trois cents mètres, soit à peu près six hommes par mètre courant.

Dans le troisième, enfin, du canal de La Bassée à l'Oise, on évalue les forces ennemies à pas beaucoup moins de cent divisions, réparties sur un front de cent cinquante kilomètres, ce qui représente une densité à peu près égale à celle du deuxième groupement.

Actuellement la paix est une chimère

Lord Curzon confirme les déclarations de MM. Clemenceau et Pichon

Londres, 9 mai. — Au cours d'une discussion à la Chambre des lords sur la propagande faite par l'ennemi en Grande-Bretagne par l'intermédiaire de pacifistes, lord Curzon, membre du gouvernement, a déclaré que depuis le début de la guerre, les alliés n'ont pas cessé d'envisager la possibilité de terminer les hostilités d'une façon heureuse et honorable au moyen de négociations. On n'a vu, à aucun moment, un des alliés prendre une attitude hostile à des propositions de paix avant qu'elles ne fussent faites, à n'importe quel moment et émanant de milieux responsables, avec des caractères apparents de sincérité.

Les alliés intéressés seraient libres de les examiner et, qu'au cas où il y serait donné suite, ces alliés consulteraient les autres.

Il s'est présenté des occasions où il y a eu des ouvertures ou des vellétés de ce genre. Ces mouvements ont échoué tout simplement parce que les auteurs ont renoncé à les pousser plus loin ou qu'ils étaient de tel caractère qu'il était impossible d'y donner suite sans déroger à l'honneur et sans mettre en danger notre sécurité. Chacun sait qu'en raison de la situation actuelle du pays, la paix par compromis est pour le moment impossible, parce que le pays traverse la crise la plus grave de son histoire. **Croire que la paix pourrait découler de négociations à l'heure actuelle est une pure chimère. C'est ce qui s'est produit à Brest-Litovsk; et la Roumanie ne nous offre aucun encouragement pour une paix par compromis.**

La situation est celle-ci : Jusqu'à ce que l'esprit militariste qui règne en Allemagne ait été abattu, toute poursuite de négociations en vue d'une paix durable et honorable a peu de chances de réussir.

Comme M. Clemenceau, M. Bonar Law refuse le débat

Londres, 9 mai. — M. Bonar Law interpellé à la Chambre des communes sur le rejet de l'offre de paix de l'empereur Charles par la Grande-Bretagne, s'est refusé à toute déclaration sur ce sujet : **« Nous ferons, a-t-il dit, quand nous l'estimerons nécessaire dans l'intérêt public. »**

Armée d'Orient

Salonique, 8 mai.

A l'ouest du LAC DE DOIRAN, une compagnie britannique a pénétré dans les tranchées ennemies et a fait sauter de nombreux abris où les Bulgares s'étaient réfugiés.

Reconnaissances ennemies repoussées sur le DOBROPOLJE et entre les lacs.

Dans la boucle de la CERNA et au nord de MONASTIR, vives actions d'artillerie. L'aviation britannique a bombardé l'aérodrome de DRAMA.

Communiqué italien

Rome, 9 mai (officiel).

L'activité des deux artilleries a recommencé d'une façon intermittente dans la conque d'ASIAGO, sur la gauche du BRENTA, dans les alentours du MONTELLO et dans la région de MASERADA.

Des détachements ennemis en mouvement ont été dispersés par notre feu, à ROANA, sur le SISEMOL, et dans la zone du COL CAPRILE, COL DELLA BERRETTA. Des rencontres de patrouilles ont eu lieu sur le plateau d'ASIAGO, près de PENNAR et le long de la PIAVE, dans les environs de FENER.

Le champ d'aviation de MOTTA DI LIVENZA a été bombardé par des aviateurs anglais.

Les incidents révolutionnaires de Turin

LES MENEURS DEFAITISTES

Rome, 9 mai. — D'après l'acte d'accusation dressé contre les instigateurs des désordres survenus à Turin à la fin d'août 1917, dès 1915, les principales associations socialistes, après s'être opposées à la déclaration de guerre, avaient continué à faire de la propagande pour imposer la paix par des réunions, des manifestations, la distribution clandestine de tracts, etc.

Un nouveau groupe se forma, dit des « Rigides », qui se donne pour tâche de préparer l'insurrection et y réussit à fin août 1917. La méthode de propagande était de déprimer l'esprit public en insistant sur les conséquences de la guerre, les privations, les deuils, les souffrances, etc., et de répandre que seul le mouvement révolutionnaire pouvait amener la paix.

La propagande s'étendit au delà de la ville jusqu'à l'armée, qu'on invitait à déserter et à mettre bas les armes.

L'acte d'accusation cite une lettre de soldat réclamant des brochures pour les distribuer dans les milieux favorables.

L'Affaire du « Bonnet Rouge »

UNE ALERTE AU CONSEIL DE GUERRE

Paris, 9 mai. — Hier soir, à l'issue de l'audience du « Bonnet Rouge », le greffier du 3e conseil de guerre eut une vive émotion. Il ne retrouvait pas le reçu de 345,000 francs signé par Mme Ahmerd à Duval.

Ce reçu avait-il été subtilisé ? On en eut la crainte pendant un moment. Pourtant, après une heure de recherches auxquelles tout le personnel du conseil collaborait, le précieux reçu fut retrouvé dans un dossier où il avait été introduit par erreur.

Le reçu était immédiatement transmis au service anthropométrique, où il était photographié à sept heures. Un inspecteur de la Sûreté prenait à huit heures le rapide de Genève, emportant la photographie du reçu.

LA MISSION DE M. FARALICQ

Paris, 9 mai. — M. Faralicq, commissaire aux délégations judiciaires, qui se trouve à Genève, on le sait, présentera aujourd'hui même la pièce à Mme Ahmerd, et s'efforcera encore de décider le témoin à venir déposer en personne devant le 3e conseil de guerre.

M. Faralicq donnera à Mme Ahmerd toutes les garanties pour le retour. Mais cette dame a, paraît-il, très peur du bombardement de Paris. Si elle refuse, malgré toute sollicitation, de venir à Paris, M. Faralicq sera de retour demain matin, après avoir recueilli sa déposition.

Il pourra être entendu au début du conseil de guerre de demain vendredi.

La vente des biscuits autorisée jusqu'au 30 juin

Paris, 9 mai. — Pour permettre l'écoulement des stocks de biscuits et l'utilisation complète des matières premières périssables existant encore dans les usines, le ministre du ravitaillement a été amené à accorder à nouveau, tant aux fabricants de biscuits qu'aux détaillants, un délai supplémentaire qui expirera, pour les premiers, le 15 juin, et, pour les seconds, le 30 du même mois.

Ce délai est toutefois accordé sous la réserve expresse que le prélèvement de 10 pour 100 effectué au profit des œuvres de guerre sur le montant des ventes faites par les fabricants sera continué.

Armateur inculpé d'intelligences avec l'ennemi

Rome, 8 mai. — Une nouvelle affaire d'intelligences avec l'ennemi vient de surgir. L'inculpé est un armateur millionnaire, le commandeur Victor-Emmanuel Parodi, frère du député Emile Parodi. Il a été arrêté à Gênes.

La propagande ennemie continue

Rome, 8 mai. — Une ordonnance du général Diaz interdit aux militaires et civils se trouvant dans la zone de guerre de recueillir et de conserver les manifestes, photographies ou tous autres objets lancés par l'ennemi.

Comité central technique et Comités régionaux des Arts appliqués

Un décret attribue le titre de « Comité consultatif central technique des arts appliqués » au Comité central technique des arts appliqués déjà existant, et en réorganise la composition.

En outre, un arrêté du ministre de l'instruction publique institue dans les centres suivants un Comité régional des arts appliqués :

Paris (Seine).
Lille (Nord).
Saint-Quentin (Aisne. — Ardennes.)
Reims (Marne. — Haute-Marne. — Aube.)
Amiens (Somme. — Pas-de-Calais. — Oise).
Rouen (Seine-Inférieure. — Eure.)
Caen (Calvados).
Versailles (Seine-et-Oise. — Seine-et-Marne. — Eure-et-Loir. — Loiret).
Rennes (Ille-et-Vilaine. — Orne. — Manche. — Côtes-du-Nord).
Nantes (Loire-Inférieure. — Morbihan. — Finistère. — Vendée).
Angers (Maine-et-Loire. — Mayenne. — Sarthe).
Tours (Indre-et-Loire. — Loir-et-Cher).
Poitiers (Vienne. — Deux-Sèvres. — Charente-Inférieure).
Limoges (Haute-Vienne. — Corrèze. — Dordogne. — Charente. — Creuse).
Bourges (Cher. — Allier. — Indre. — Nièvre).
Dijon (Côte-d'Or. — Yonne. — Saône-et-Loire).
Nancy (Meurthe-et-Moselle. — Meuse. — Vosges).
Besançon (Doubs. — Jura. — Haute-Saône. — Territoire de Belfort).
Lyon (Rhône. — Loire. — Ain. — Ardèche. — Savoie. — Haute-Savoie).
Grenoble (Isère. — Drôme. — Hautes-Alpes).
Nice (Alpes-Maritimes. — Var. — Basses-Alpes).
Marseille (Bouches-du-Rhône. — Vaucluse).
Nîmes (Gard. — Lozère. — Aveyron).
Montpellier (Hérault. — Aude).
Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme. — Cantal. — Haute-Loire).
Toulouse (Haute-Garonne. — Tarn. — Lot. — Tarn-et-Garonne. — Pyrénées-Orientales. — Ariège. — Gers. — Hautes-Pyrénées).
Bordeaux (Gironde. — Landes. — Lot-et-Garonne. — Basses-Pyrénées).

BORDEAUX

1

Il y a un an

11 MAI 1917

En Macédoine, à l'ouest du Vardar, les troupes françaises battent les Bulgares et les Allemands et s'emparent d'une importante position. De leur côté, les Serbes prennent deux ouvrages ennemis.

Le général Pershing est nommé au commandement des troupes des Etats-Unis en France.

Un incendie détruit une partie de l'hôtel de ville de New-York.

Nécrologie

La douloureuse nouvelle nous parvient de la mort, à Rotterdam, où il résidait, de M. Louis Bresson, ancien pasteur de l'église wallonne de cette ville, qui, durant plusieurs années, fut le distingué correspondant de la « Petite Gironde » dans les Pays-Bas et le collaborateur très apprécié de la « Gironde littéraire et scientifique ».

Ecrivain de valeur, d'une haute droiture d'esprit et de cœur, M. Louis Bresson se montra toujours un des plus ardents défenseurs de l'idée française et de la France à l'étranger.

Au cours des tragiques événements que nous vivons, M. Louis Bresson avait affirmé sa vive affection pour notre pays en prêtant son concours à nos œuvres de la Croix-Rouge française et, en particulier, à celles de Bordeaux. Comme nous, notre ville perd en lui un ami sincère.

Nous prions la famille de M. Louis Bresson d'agréer nos condoléances profondément attristées.

Conférence

Une conférence sur « le Combat offensif des petites unités » sera faite par le sous-lieutenant Lavabre, du 144e régiment d'infanterie, le mardi 14 mai courant, à quinze heures, au Cercle militaire.

Les officiers de la garnison, les officiers en traitement dans les hôpitaux ou en congé de convalescence sont invités à y assister.

Comité girondin de propagande nationale

Il appartenait au Comité girondin de propagande nationale, dont les initiatives se font jour si heureusement, d'organiser une grande manifestation d'union franco-américaine.

Mercredi prochain 15 mai, le public bordelais, qui suit avec un intérêt toujours croissant les belles réunions de l'Athénée, aura le grand plaisir d'entendre M. Paul Bilhaud, auteur dramatique, qui parlera de l'humour américain et de l'esprit français.

Nul mieux que M. Paul Bilhaud ne pouvait traiter un pareil sujet. Le spirituel auteur est bien, en effet, dans la circonstance, « the right man in the right place ». On sait qu'il est un de nos vaudevillistes les plus applaudis; l'auteur de dix succès.

Paul Bilhaud, depuis le début de la guerre, s'est consacré à la distraction et au réconfort moral du poilu. Il a été du Théâtre aux armées, égrenant ses chansons, ses vers sur les routes boueuses du front. Entre deux représentations, il trouvait le temps de parfiler la rime, lançant son fameux « Crédo patriotique » et ses pièces vengeresses.

Le Tout-Bordeaux des conférences et les Américains de passage voudront connaître et applaudir le vaillant conférencier.

Les maisons clandestines

A bon entendeur, salut !

M. Pellatan, commissaire central, nous prie d'insérer la note suivante :

« Des établissements clandestins de nuit se créent dans divers quartiers de la ville. Des descentes ont eu lieu déjà dans plusieurs d'entre eux : elles seront continuées. Le commissaire central tient à prévenir les personnes qui ont l'habitude de les fréquenter que leurs noms seront inscrits dans les procès-verbaux dressés, et qu'elles seront appelées à comparaître, en qualité de témoins, devant les tribunaux compétents. »

Une bande sous les verrous

Les habitants de la commune de Cenon, depuis quelque temps déjà, vivaient dans une crainte continuelle. Les vols, les cambriolages se succédaient; les poulaillers, les clapiers étaient mis à sac; les jardins étaient dévalisés avec une audace déconcertante.

Dans la nuit du 7 au 8 courant, un nouveau vol était perpétré. M. le Commissaire de police fit une enquête rapide étayée sur certains soupçons, qui donna d'excellents résultats. A sept heures du matin, une triple arrestation fut opérée. La prise était bonne; les individus, malgré de faux papiers, furent identifiés. Cuisinés par le magistrat, les bandits parlèrent et firent des aveux complets. Les vols, cambriolages et autres méfaits furent reconnus. A. M... et R. Z... déclarèrent appartenir à une bande, dont A. M... était le chef. Le reste de la bande, qui habite Bordeaux, ne tardera pas à rejoindre au fort du Hâ ceux qui ont été pris à Cenon. L'enquête, poussée fort avant dans la nuit, a permis au commissaire de Cenon de découvrir jeudi matin, à l'aube, les recéleurs et les objets volés.

Les Cenonnais connaîtront maintenant des nuits plus paisibles.

L'épuration à Floirac

Depuis quelque temps, les habitants de la commune de Floirac déploraient la présence d'individus suspects et sans aveu. Ceux-ci se réfugiaient pendant la nuit dans une maison isolée et inhabitée du territoire, connue sous le nom pompeux de « château parisien ».

Saisie de plaintes, la gendarmerie de La Bastide se mit en devoir, jeudi matin, à la pointe du jour, de visiter la maison suspecte.

Quatre hommes et deux femmes furent trouvés, couchés sur des haillons. Ces sans aveu ont été déjà plusieurs fois condamnés pour vagabondage et autres délits; l'un se dit chanteur ambulant, les autres manœuvres, journaliers, etc., mais en réalité ils sont tous sans profession.

Après interrogatoire, ils ont été conduits à la prison municipale et écroués en attendant leur comparution devant le petit parquet.

La crue de la Garonne

La crue de la Garonne prend des proportions importantes. A Marmande, elle est montée, depuis jeudi à quatre heures du soir à vendredi sept heures du matin, de 9 m. 32 à 9 m. 95. A La Réole, de 8 m. 37, qu'elle atteignait jeudi, elle s'est élevée, vendredi, à huit heures du matin, à 8 m. 87.

Jusqu'à présent, on ne signale pas d'accident.

Théâtres et Concerts

Deux Galas au Théâtre Français
VENDREDI 10 MAI : LAKMÉ
MATHIEU LUTZ, RENÉ LAPELLETRIE
SAMEDI, dernière WERTHER.
Suz. BROHLY, CAMPAGNOLA

Clôture des Bouffes
Samedi et dimanche, trois GALAS
Mlle MATHIEU LUTZ dans « Véronique »
Lundi, « LA COCARDE DE MIMI PINSON »
Mardi, adieux des artistes
« MISS HELYETT », — Intermède.
« COPPÉLIA »
Vendredi 17 courant, « A TIRE D'AILE », revue féerique d'été à grand spectacle
Troupe sensationnelle.
125 personnes — 450 costumes
12 décors neufs

Apollo jusqu'à mardi inclus
« LA DAME DE CHEZ MAXIM'S »
avec BETTY DAUSSMOND
Dimanche, matinée
Mercredi 15 courant : PICKMAN

Théâtre-Français
« LA TOSCA »
Mme VICTORIA FER dans « MANON »

L'indisposition de M. Cazenave, contre laquelle le sympathique ténor a lutté si vaillamment mercredi soir, pour assurer intégralement la représentation d'« Hérodiade », ne lui permettant pas de chanter le rôle de Vasco de Gama dans « l'Africaine », la direction du Théâtre-Français a dû changer le spectacle de la matinée de dimanche, et c'est « la Tosca » qui a été jouée, avec M. Campagnola dans le rôle de Mario Cavaradossi. M. Campagnola eut donc l'occasion de faire apprécier de nouveau, dans l'œuvre de Puccini, de brillantes qualités vocales et scéniques sur lesquelles nous n'insisterons pas, les ayant déjà constatées chez l'excellent artiste en de précédentes représentations du même ouvrage.

Avec Mmes Panis, Viannet, MM. Redon, Lapeyre, Ricard, nous avons également retrouvé une interprétation déjà connue.

Le ballet de « Faust », la Nuit de Walpurgis, qu'à notre avis on met un peu trop souvent à la scène au Théâtre-Français, terminait le spectacle.

En soirée, Mme Victoria Fer fut, dans l'opéra de Massenet, une exquise Manon. Elle fait preuve dans ce rôle d'une intelligence scénique extrêmement plaisante. Finement ingénue à l'arrivée de Manon dans la cour de l'hôtellerie, soulignant adroitement la « faiblesse et la fragilité » qui font de Manon une courtisane ardemment amoureuse à la scène de Saint-Sulpice, Mme Victoria Fer est tendrement pathétique aux derniers moments de la pauvre fille, échappant par la mort au triste sort qui lui était réservé dans l'exil lointain. Le jeu et la voix de Mme Fer ont été applaudis dans bien des passages, avec des bis et des rappels pleinement mérités.

Comme à son habitude, M. Lapelletrie eut beaucoup de succès dans le rôle du chevalier des Grieux.

Excellente exécution de la partition de Massenet par les autres interprètes et par l'orchestre de M. Bastide.

C. P.

Théâtre des Bouffes
Mme MATHIEU LUTZ dans « LE BARBIER DE SEVILLE »

Mme Mathieu-Lutz a chanté jeudi en matinée, au Théâtre des Bouffes, le rôle de Rosine.

La salle était comble, car la charmante artiste a laissé parmi nous, dans ce rôle, des souvenirs ineffaçables. On s'accorde à dire — et l'on a mille fois raison — qu'elle est en ce moment la meilleure interprète de la mutine et exquise héroïne de Beaumarchais et de Rossini. Toute la représentation fut un triomphe pour Mme Mathieu-Lutz, qui avait avec elle, dans les autres rôles, M. Caruso, un Figaro élégant et plein de verve; M. Chardy, excellent comte Almaviva; M. Bédué, qui sait si bien mettre en relief le rôle de Bartholo; M. Lapeyre, qui incarne si bien le personnage de Basile; Mme Lejeune, une Marceline parfaitement présentée.

A la leçon de chant, grand succès à l'intermède, assuré par Mme Mathieu-Lutz, MM. Chardy et Caruso.

C. P.

Trianon-Théâtre

Tous les soirs, dimanche en matinée et soirée, spectacle de la semaine de clôture : « Le Premier Mari de France », vaudeville. Adieux de toute la troupe, avec : Robert Templay, R. Guise, Millous, etc.; Renée Willems, Jane Lobis, Jane Gony, etc. — VENDREDI 17, EN MATINÉE et en soirée : « L'EVÊQUE-COCANTIN, le vrai, le seul, en chair et en os, dans « ÉTRANGE AVENTURE DE COCANTIN », sketch de Louis Feuillad, l'auteur de « JUDEX ». Troupe remarquable, avec : Lucette de Landy, Coradin, Daubéry, son trombone et son chien. Orchestre F. Giraud. M. Leyesque passera à 4 heures et à 10 heures. Le programme comprend, en outre, les meilleurs films du roi du cinéma. Location tous les jours, de 10 heures à midi et de 2 à 6 heures, à partir du LUNDI 13 MAI.

Conférence Patria

La conférence sur la Ligue antiallemande « Patria » sera faite par le sergent Giguet, au cours du concert donné à la salle Franklin le dimanche 26 mai par Mme Lucas, du théâtre de la Monnaie de Bruxelles.

Hôpital Gratry

La « Messe pontificale », de Th. Dubois

Jeudi, jour de l'Ascension, dans la chapelle de l'hôpital Gratry, à l'office de dix heures, belle exécution de la « Messe pontificale », de Th. Dubois, pour soli, chœurs et orchestre. Le distingué maître de chapelle, M. Maurice de Labenne, qui avait organisé et qui dirigeait cette exécution, avait sous ses ordres environ une centaine de musiciens. A l'orchestre étaient groupés des instrumentistes choisis parmi les meilleurs de notre ville; les chœurs étaient formés en majeure partie par les élèves des classes de chant de M. de Labenne; les soli étaient confiés à M. Lestelly, éminent baryton de notre Académie nationale de musique; à M. R. de Labenne, le ténor souvent applaudi au théâtre et dans les concerts, et quelques dames et demoiselles que les annonces désignaient seulement par des initiales, mais réputées pour leur habileté dans l'art du chant.

M. Maurice de Labenne obtint de ses musiciens une exécution très artistique. La Messe de Th. Dubois est une œuvre des plus remarquables par la clarté et la pureté de la ligne mélodique, par l'inspiration franche et claire de l'idée musicale, par le souci apporté à l'instrumentation et à la forme harmonique. S